

## Conseil européen de Corfou – Interview du Ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé aux radios et télévisions

Quai d'Orsay, 24 juin 1994

(Corfou, 24 juin 1994)

Union européenne – intervention française au Rwanda

Q : Monsieur le Ministre, avez-vous l'impression que l'attitude des Douze a changé sur l'intervention française au Rwanda, est-ce que vous vous sentez plus soutenu ?

R – Elle n'a pas changé parce qu'elle a été positive dès le début. Je vous rappelle que l'une des premières choses que nous avons faites, c'est de demander la convocation du conseil de l'Union de l'Europe occidentale, où siègent tous nos principaux partenaires, et immédiatement l'UEO a donné sa bénédiction à l'opération. J'ai pu constater aujourd'hui que tous nos partenaires approuvaient l'initiative de la France et, sous des formes diverses – envoi d'avions, envoi d'unités médicales – étaient prêts à s'y associer sur le plan logistique. Le Premier ministre italien a confirmé qu'il envisageait de dépêcher cinq cents hommes sous un certain nombre de conditions qui, il est vrai, ne sont pas encore remplies aujourd'hui. Je voudrais aussi insister sur le fait que la communauté internationale dans son ensemble, une très grande partie des pays africains, le Secrétaire général des Nations unies, les Américains et bien d'autres, nous ont apporté leur soutien.

Je voudrais aussi souligner une première conséquence très positive, me semble-t-il, de cette initiative. C'est que les opérations de mise en place de la MINUAR, la force des Nations unies qui doit s'installer au Rwanda, semblent s'accélérer. Un certain nombre de pays viennent d'annoncer qu'ils sont prêts à envoyer des troupes dans la MINUAR, le Canada, par exemple, ou d'autres encore. Et nous souhaitons

que cela se fasse, parce que la présence de la France sera limitée dans le temps et il faut donc que, le plus vite possible, les 5500 hommes annoncés par les Nations unies puissent venir sur le terrain.

Q – Est-ce qu'on peut parler là de politique étrangère et de sécurité commune, dans ce cas de figure ?

R – Non, cette initiative n'est pas une action commune, pour être tout à fait dans le langage officiel, de la politique extérieure et de sécurité commune. C'est une action dont la France a pris l'initiative, les Nations unies lui ont donné le feu vert, elle se déploie sur le terrain dans les conditions que nous avons prévues. Je forme le vœu que l'exemple ainsi donné puisse entraîner ensuite la communauté internationale.

Q – Pourquoi vos partenaires laissent-ils à la France le travail le plus dur ?

R – Nous y sommes un peu habitués. Ce n'est pas cela qui nous décourage.

Q – On avait l'impression, au début, qu'il y avait beaucoup de réticences à l'égard de l'initiative française. Cela veut dire que ces réticences ont totalement disparu, vous avez convaincu, ou bien est-ce que tout le monde a changé d'avis ?

R – Ce qui m'a beaucoup surpris dans les premiers commentaires, c'est qu'on ait à ce point souligné les réticences. Le Secrétaire général des Nations unies, qui est quand même directement concerné, applaudit des deux mains. Il rend hommage au peuple français et à la France. Je ne vais pas vous refaire la liste des pays africains qui ont fait des déclarations positives. La totalité de nos partenaires européens disent "c'est bien". Alors, je ne vois pas où est la réticence. Il y a eu une déclaration un peu ambiguë, c'est vrai, de

l'Organisation de l'Unité africaine, qui a été rectifiée depuis, et il y a une opposition très forte, c'est vrai, du Front patriotique rwandais. C'est la seule opposition forte qui se soit manifestée, et que nous essayons de lever en maintenant avec le Front patriotique rwandais un contact permanent. Mes émissaires ont été reçus hier par le Président du Front patriotique rwandais sur le terrain, et nous allons continuer à dialoguer avec eux. J'espère que, quand ils verront que les troupes françaises sont là pour sauver des vies, et exclusivement sauver des vies, à commencer par des vies tutsies, par exemple dans la région de Cyanugugu, peut-être qu'à ce moment-là, ils verront que la France fait ce qu'elle a dit qu'elle ferait, c'est-à-dire une opération humanitaire, sans aucune interférence de caractère politique entre les parties.

Q – Et pourquoi pas d'autres troupes européennes ?

R – S'il y en avait, je m'en réjouirais.

Q – Quels sont les pays de l'Union qui participent autrement que politiquement à cette initiative ?

R – Sous la forme logistique, cela veut dire quoi ? Cela veut dire des avions de transport, pour nous aider à transporter soit nos troupes, soit aussi l'aide humanitaire, parce que derrière les soldats français arrivent, dans les régions que nous avons identifiées, l'aide humanitaire, de façon massive – soit des unités médicales. Il y a plusieurs pays, la Belgique, la Grande Bretagne, l'Espagne, d'autres encore, cinq ou six pays européens, le Danemark, se sont déclarés disponibles, et ceci est en train de se mettre en place...

Q – Mais la maigreur de l'aide en contingents ne vous alarme pas ?

R – Nous y sommes allés dans les conditions, dans les limites, sur les principes définis par le Premier ministre de manière tout à fait claire.

Nous souhaitons, je le répète, que cette opération déclenche le plus vite possible ce pour quoi nous nous sommes battus depuis le début, c'est-à-dire l'arrivée sur le terrain de la force des Nations unies. C'était cela mon objectif au départ. On n'a pas toujours très bien compris pourquoi nous avons attendu plusieurs semaines avant de prendre cette initiative. C'est parce que notre priorité était de dire "cessez-le-feu, et déploiement de la MINUAR". Qu'avons-nous constaté au bout de quelques semaines ? Le cessez-le-feu n'é-

tait pas respecté et la MINUAR n'arrivait pas. Alors nous avons dit "nous y allons". Si le fait d'y aller entraîne la MINUAR derrière dans les semaines qui viennent, eh bien, je crois que rien que cela sera un signe de succès de notre initiative.

Q – Est-ce que votre impression, c'est que l'Italie va finalement y aller ?

R – Dans ce genre de domaine, les impressions ne comptent pas.

Livre blanc – projets de grands travaux européens – autoroutes de la communication

Q – Sur les grands projets, vous avez parlé de verrous technocratiques...

R – Quand on veut faire un projet, par exemple le TGV, il faut traverser plusieurs pays, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, etc... Vous imaginez qu'avant de mettre d'accord la SNCF, la compagnie allemande correspondante, les administrations, c'est très compliqué. D'ailleurs le Président Delors a proposé d'organiser une cellule de coordination projet par projet, et c'est pour cela que je disais que ces obstacles bureaucratiques, risquaient de retarder le démarrage de ces projets. Jacques Delors a dit "si nous arrivons à les lever, ces onze projets peuvent concrètement démarrer avant le 1er janvier 1996".

Q – Sur le rapport Bangemann, les autoroutes électroniques, etc...

R – Je crois que c'est une idée fondamentale pour l'avenir de l'Europe. Je crois que c'est une idée, j'allais dire révolutionnaire, le mot est peut-être un petit peu fort, mais enfin, ce sont des innovations de caractère révolutionnaire, qui vont changer véritablement la façon dont vivent, non seulement les organisations, mais même les particuliers. On voit bien déjà ce que c'est que le télé-achat, on verra peut-être demain – et on le voit déjà – le télé-enseignement, et peut-être la télé-santé, etc... Il est important que l'Europe soit présente. Je pense que l'idée d'avoir une initiative communautaire en ce domaine est une excellente idée, que nous avons soutenue dès le départ. Alors, c'est compliqué. Le rapport du groupe Bangemann ne permet pas de conclure aujourd'hui ici à Corfou. On va continuer à travailler. Un nouveau rendez-vous a été pris pour le prochain Conseil européen à Essen. Et compte tenu, à la fois de la nouveauté technologique de ce projet, et de sa complexité, il est évident que

cela mérite qu'on y travaille.

Q – Et vous êtes d'accord sur l'idée d'accélérer pour permettre une demande renforcée, la libéralisation des télécommunications ?

R – Il faut voir le lien entre la déréglementation et ce genre de problèmes. C'est un des sujets qu'il faut approfondir.

Q – Un point sur le volet grands travaux : est-ce que vous avez le sentiment qu'on a avancé aujourd'hui sur un engagement sur une liste de travaux ?

R – Je crois qu'on peut dire oui. Dans un premier temps, on a annoncé une enveloppe, un objectif sur plusieurs années – qui était tout à fait considérable, il est vrai, mais les chiffres globaux ne signifient rien ; ce qu'il faut regarder ensuite, c'est les projets qui sont prêts. Et on a parfois abusé, c'est vrai, de l'effet d'annonce.

Ce qui compte, c'est les projets qui peuvent démarquer avec un "coup de pioche" dans les prochains mois ou les prochaines années. Le groupe Christophersen a travaillé dans cet esprit. Il a bien travaillé, nous sommes en mesure aujourd'hui, de dire qu'il y a onze projets d'infrastructure. Je n'en citerai que quelques-uns parce qu'ils intéressent la France : le TGV Est, la liaison Lyon-Turin, et aussi Montpellier-Barcelone. Ces projets-là sont prêts techniquement. Donc, nous allons aujourd'hui – cela figurera je l'espère dans les conclusions de demain, dire : "voilà, ces onze projets prioritaires sont approuvés et on va les lancer". Il faudra ensuite faire en sorte que tous les blocages bureaucratiques qui peuvent exister, puisque ce sont des projets internationaux entre plusieurs pays de l'Union européenne, soient levés. Mais d'après Jacques Delors, il y a de bonnes raisons de penser qu'ils pourraient démarrer tous avant le 1er janvier 1996.

Q – Le financement n'est pas tout à fait bouclé ?

R – Le financement pour ces projets, qui représentent à peu près une trentaine de milliards d'ECUS si j'ai les chiffres bien en tête, dans la période 95 – 99, est assuré par l'argent disponible. Il y a de l'argent sur le budget de l'Union européenne, il y a de l'argent dans les comptes de la Banque européenne d'investissement, la BEI, et ceci permet de financer ces onze projets. Lorsque ces fonds seront épuisés, alors on passera éventuellement à d'autres sources de financement.

Q – Est-il exact qu'hier soir les Russes, par la bouche de M. Eltsine, ont exprimé publiquement leur mécontentement sur l'adhésion de la Finlande ?

R – Je n'étais pas au dîner des chefs d'Etat et de gouvernement.

Rwanda

Q – Pouvez-vous nous redire si la France a pu trouver un soutien plus actif des partenaires européens pour son action au Rwanda ?

R – Tous nos partenaires européens soutiennent la France dans cette initiative. Ils l'ont dit publiquement, ils l'ont dit au Conseil de l'Union de l'Europe occidentale, ils le rediront demain dans la déclaration finale de ce Sommet, et plusieurs d'entre eux, ont annoncé d'ores et déjà leur contribution à l'opération en envoyant des moyens de transport, par exemple, des unités médicales pour aider à soulager les souffrances des populations. L'Italie, on le sait, a annoncé qu'elle était prête aussi, sous certaines conditions, à envoyer cinq cents hommes. Ces conditions ne sont pas encore réunies, elles le seront peut-être demain.

Q – On critique souvent la France pour ses arrière-pensées néo-colonialistes. Qu'est-ce que vous en pensez.

R – Honnêtement, je n'en pense rien. Parce que ceux qui ont ces idées, je ne les ferai pas changer d'avis. Cela ne correspond pas à la réalité, nous y allons exclusivement pour sauver des vies humaines. Nous avons dit que nous irions pour quelques semaines et qu'à la fin du mois de juillet nous rentrerions chez nous. Est-ce que nous aurions des visées colonialistes pour six semaines ? Qu'est-ce que cela voudrait dire ? Non, nous avons simplement l'objectif de faire le relais avec la force des Nations unies qu'on appelle la MINUAR, pour que moins d'enfants meurent, moins de vieillards meurent, moins de femmes soient massacrées. Simplement, ce que nous voulons obtenir maintenant, c'est que la résolution des Nations unies qui prévoit l'envoi de 5500 hommes dans le cadre de la MINUAR soit mise en œuvre. Si nous avons servi à accélérer ce processus, c'est déjà très positif.

Ex-Yougoslavie – Bosnie

Q – Sur la Bosnie, maintenant on parle de la réunion ministérielle tout à fait début juillet, la date du 5 a même été annoncée, je crois par les Allemands.

Qu'en est-il ?

R – Une étape préalable est la date du 28 juin, où aura lieu la nouvelle réunion du groupe de contact, et elle est décisive. Nous essaierons de mettre au point, définitivement, l'accord sur deux points extrêmement importants : la carte, d'abord. Il y a de bonnes raisons de penser qu'on y arrivera, puisqu'on a beaucoup progressé dans les réunions précédentes du groupe de contact. Et le deuxième point qu'il faut clarifier, c'est le jeu d'incitations et de sanctions que les grandes puissances proposeront aux parties pour les décider à accepter.

Vous savez que nous sommes en train de travailler sur différents scénarios. Que se passe-t-il si les deux parties acceptent, que se passe-t-il si les deux refusent, que se passe-t-il si l'une accepte et l'autre refuse ? Nous sommes en train de mettre au point un schéma permettant, précisément, de convaincre les parties d'accepter. Donc ce sera l'objet de la réunion du groupe de contact du 28 juin.

Si ça marche, il faut – et l'accord de principe a été donné – une réunion ministérielle dans les tout premiers jours de juillet – je ne peux pas vous dire si ce sera le premier, le deux, le trois le quatre ou le cinq, car il faut trouver les dates qui conviennent à un certain nombre de ministres des Affaires étrangères.

Je pense, pour ma part, que le rendez-vous du G7 à Naples sera extrêmement important, parce qu'il y aura là autour de la table, le Président Clinton, le Président Eltsine, le Président Mitterrand, le Chancelier Kohl et les autres. Et la Bosnie sera l'un des sujets traités. Et je pense que ce serait l'occasion de donner une impulsion décisive au plan qu'on aura mis au point.

Et puis après, il y aura une autre réunion ministérielle, je l'espère, au lendemain de Naples, pour finaliser un petit peu l'opération.

Je ne voudrais pas donner le sentiment d'un optimisme trop grand. Il y a des progrès. Le fait qu'Américains, Russes, Européens travaillent maintenant depuis trois mois ensemble est déjà en soi un progrès considérable par rapport à la situation que nous avions trouvée l'année dernière. Ce n'est pas pour autant que nous sommes, hélas, au bout de nos peines. La situation reste très tendue sur le terrain et tout peut à tout moment à nouveau se détraquer et

exploser...

Q – On peut parler d'un changement du plan, en réalité...

R – Non, on ne peut pas parler de changement de plan. Le plan, c'était quoi ? C'était un Etat de Bosnie qui reste un Etat de Bosnie. Cette condition est remplie. Deuxièmement, c'était un système institutionnel permettant à deux communautés ou à trois, maintenant c'est deux, très bien – de vivre ensemble tout en s'administrant de façon aussi libre que possible. C'est dans le plan : fédération croato-musulmane, entité serbe. Troisièmement, c'était une répartition territoriale sur un chiffre qui n'était pas sacro-saint, mais qui était 51-49. Il est toujours retenu à l'heure actuelle dans la carte telle qu'elle est. Si c'était 52-48, ça ne serait pas un changement fondamental. Mais cette idée est aussi acceptée. Et enfin, le dernier élément du plan européen, c'était de dire : quand tout ceci aura été agréé, on s'engage dans un processus, progressif et vérifié, de levée des sanctions. Donc on est toujours sur ce schéma.

Q – Est-ce que tout le monde est d'accord sur le principe des zones grises ?

R – Il semble que la carte qu'on est en train d'élaborer aujourd'hui ne comporterait pas de zones grises. Donc on irait beaucoup plus loin dans l'accord sur le dessin de la carte, notamment sur Brcko et sur d'autres zones un peu difficiles. Mais enfin, je ne veux pas livrer d'informations prématurées. C'est le 28 juin que tout ceci sera vérifié.

Q – Après le 28 juin, la semaine prochaine, les parties seront-elles présentes à Genève début juillet ?

R – C'est un point qu'on va regarder. Je pense que les ministres américain, russe et européens seront présents. Il faut voir ensuite selon quelles modalités les propositions qu'ils acteront, qu'ils arrêteront, seront présentées aux parties. Mais il y aura une rencontre avec les parties.

Q – Immédiatement ou en même temps ?

R – Le même jour, l'après-midi sans doute.

Q – Il y a donc une réunion de nouveau, globale, sur la Bosnie, début juillet ?

R – Ce n'est pas ce que j'ai dit. Il y aura une réunion ministérielle des pays du groupe de contact, et puis dans la foulée, une présentation, à un niveau qu'on déterminera, des conclusions du groupe de con-

tact aux parties. Ce sera donc une réunion importante.

Q – Y aura-t-il de nouveau un délai d'acceptation ?

R – On n'a jamais fixé pour l'instant, de délai d'acceptation.

Q – Est-ce que vous en fixeriez maintenant ?

R – Je vais regarder. On verra.

Q – L'idée que les sanctions pourraient commencer à être levées en cas de désaccord uniquement de la partie bosniaque musulmane, n'est pas d'actualité ?

R – C'est une idée qui peut être étudiée. Elle n'est pas absurde. Il faudrait que, comme nous l'avons toujours dit, ce ne soit pas seulement une signature. Il faut que ce soit un début d'exécution et une levée progressive, et normalement contrôlée, planifiée, et réversible. Il ne s'agit pas de lever les sanctions contre un engagement sur un papier, parce qu'on a eu beaucoup d'engagements sur le papier, depuis quelques mois ou quelques années.

Union européenne – régions

Q – Petite grogne des régions qui disent être oubliées à Bruxelles. La Corse demande, par exemple, un bureau à Bruxelles. Etes-vous favorable à cette demande ?

R – Ce n'est pas ainsi qu'on construira, à mon avis, une Union européenne solide. C'est beaucoup plus important de se mettre d'accord pour une stratégie sur l'emploi, que d'installer des bureaux à Bruxelles. Il y en a déjà beaucoup.

Q – Et renforcer le pouvoir des régions ?

R – Moi, je suis très attaché à l'Etat. Je crois que c'est à partir des Etats qu'on fera la construction de l'Europe./.